



JEUDI 7 AVRIL 2016 • 9H - 17H

LES ENJEUX DE L'EAU DÉFIS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

MAISON DES TRAVAUX PUBLICS • 3 RUE DE BERRI • 75008 PARIS

Bénéficier d'une eau potable et d'un assainissement de qualité apparaît aujourd'hui à chacun comme une évidence : c'est pourtant un challenge quotidien, en France et ailleurs, auquel concourent équipements et savoir-faire issus d'une longue tradition nationale.

Cependant, pour assurer dans la durée cette mission essentielle, les industries de l'eau devront savoir répondre, y compris à court terme, à de nombreux défis. **Défi patrimonial** tout d'abord, pour que la France continue de disposer, dans les années à venir, d'infrastructures permettant de maintenir un service de qualité. **Défi du développement durable** aussi, impliquant une utilisation optimale de ressources naturelles de moins en moins disponibles, eau et énergie en premier lieu, dans une recherche conjointe de sobriété et d'efficacité. **Défi sanitaire** enfin, quand émergent de nouveaux risques pour la santé comme pour l'environnement.

Au-delà du secteur de l'eau, qui devra être capable d'innover pour proposer des alternatives technologiques à la hauteur de ces enjeux, c'est bien la société dans son ensemble qui sera confrontée à ces sujets cruciaux. Des choix devront alors être collectivement arbitrés : quelles solutions adopter, dans quels délais et à quel coût ?

Afin d'anticiper ces questions, entreprises, décideurs publics et experts se réunissent à l'occasion du 5^{ème} colloque « Les Enjeux de l'Eau » de l'UIE pour croiser leur diagnostic et leurs analyses et envisager ensemble les options qui permettront d'assurer sur le long terme à tous les Français l'accès à une eau et à un assainissement de qualité, au bénéfice partagé de leur santé et de leur environnement.



Sous le parrainage de :

Emmanuel Macron
Ministre de l'Économie, de l'Industrie,
et du Numérique





ACCUEIL À PARTIR DE 9H00

OUVERTURE À 9H30

1^{ÈRE} TABLE-RONDE - 09H45-11H15

LE DEFI PATRIMONIAL : PRESERVER, ADAPTER, INNOVER

D'une valeur estimée à plus de 300 milliards d'euros, fruit de l'effort de générations successives, le réseau des infrastructures d'eau et d'assainissement français constitue un enjeu de gestion patrimoniale de première importance, qui participe tant au bien-être de la population qu'à l'attractivité économique des territoires. Incontestablement, cet héritage ne doit pas être dilapidé. Mais comment en garantir la pérennité dans un contexte de contraintes financières, et sensibiliser les gestionnaires au risque que la « dette grise » fait peser sur les générations futures ? Comment, dans ces conditions, trouver les moyens d'innover pour répondre à de nouvelles problématiques, démographiques, climatiques ou environnementales ?

- **Patricia Blanc**, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie
- **Daniel Labroca**, responsable marketing des systèmes d'alimentation en eau potable de Saint-Gobain PAM
- **Jean Launay**, député du Lot et président du Comité National de l'Eau
- **Pierre Laurent**, responsable du département développement de la Caisse des dépôts et consignations
- **Pascal Rault**, directeur à la SADE
- **Jean-Luc Ventura**, président du Syndicat national des entreprises du traitement de l'eau (Synteau), directeur général Degrémont France

REMISE DES PRIX **AQUAPLUS 2015** - 11H15



En présence de **Paul Michelet**, directeur général de l'Onema, et d'**André Flajolet**, président de la Commission Environnement & Développement durable de l'AMF, président du Comité de Bassin Artois-Picardie et maire de Saint-Venant .

COCKTAIL DÉJEUNATOIRE ET VISITE DES STANDS PARTENAIRES - 12H00 - 14H00



2^{ÈME} TABLE RONDE - 14H00-15H15

LE DEFI DURABLE : UNE INDUSTRIE AU SERVICE DE LA SOBRIETE ET DE L'EFFICACITE

L'accord de Paris signé par la COP 21 a rappelé le caractère impératif de réduire à très court les effets de l'activité humaine sur le changement climatique, insistant sur les stratégies d'adaptation dans le cadre d'une véritable nouvelle révolution industrielle prenant en considération, notamment, la raréfaction des ressources naturelles et le recours à d'autres sources d'énergie. Les activités de l'eau sont particulièrement concernées par cette perspective. D'abord parce que, consommatrices d'énergies, elles doivent contribuer à l'effort de sobriété énergétique pour proposer des solutions plus économes. Mais aussi parce qu'elles ont un rôle majeur à jouer au coeur d'une économie circulaire qui s'impose comme nouveau modèle, tant à l'échelon national qu'europpéen. De la réutilisation des eaux usées traitées à la production d'énergie renouvelable, en passant par le recyclage des matériaux et des déchets, quels sont les atouts des industriels de l'eau pour répondre à ce défi ? Quels freins, technologiques, juridiques ou sociétaux, le secteur devra-t-il surmonter pour répondre à cette ambition ? Comment convaincre décideurs et consommateurs à s'engager dans ces démarches durables ?

- **Guillaume de Larminat**, directeur marketing municipal chez OTV-Veolia Water Technologies
- **Chrystelle Longuet-Milleliri**, directrice des services techniques de la mairie de Bonifacio
- **Frédéric Pronchéry**, président du Syndicat des eaux Saône-Beaujolais
- **Astrid Rebillard**, avocat associé, spécialiste en droit de l'environnement, du cabinet FIDAL

3^{ÈME} TABLE-RONDE - 15H30-16H45

LE DEFI SANITAIRE : QUELLE SECURITE FACE AUX NOUVEAUX RISQUES ?

La santé des consommateurs et la protection de l'environnement sont des exigences fondamentales auxquelles veillent autorités publiques et industriels, en contrôlant drastiquement matériaux et procédés. Cependant, l'évolution de nos modes de vie et des attentes des consommateurs oblige à repenser les moyens mis en oeuvre pour faire face à de nouvelles menaces sanitaires et à des pollutions émergentes, potentiellement nocives pour la biodiversité et parfois pour la santé humaine.

Quelle est l'ampleur de ce risque ? Les équipements et process industriels d'aujourd'hui sont-ils en mesure de répondre à cette attente ? Cette ambition de qualité -qu'elle repose sur des démarches volontaires ou soit réglementairement encadrée- peut-elle être un atout pour les professionnels français dans le cadre de la compétition européenne et internationale ?

- **Vincent Chastagnol**, directeur Process & Technologies chez Stereau
- **Laure Hélard**, déléguée générale de Profluid, association professionnelle des pompes et agitateurs, des compresseurs et de la robinetterie
- **Olivier Rousselot**, directeur développement et prospective du SIAAP
- **Pierre-François Staub**, chargé de mission à l'Onema

CLÔTURE - 16H45



ANIMATION DU COLLOQUE



Stéphane Bergounioux

Journaliste et directeur de l'agence DFITV

INTERVENANTS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE



Patricia Blanc

Ingénieure générale des Mines, Patricia Blanc a débuté sa carrière dans le domaine des aides aux entreprises industrielles à la préfecture de la région Lorraine. Elle rejoint en septembre 2000 le ministère de l'environnement où elle exerce plusieurs fonctions, notamment celles de directrice générale de la prévention des risques de 2012 à fin 2015. Elle est depuis janvier 2016 directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie.



Vincent Chastagnol

Diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie, Vincent Chastagnol a effectué une grande partie de sa carrière au sein de l'entreprise Stereau. D'abord ingénieur d'affaires et chef de produit gaz industriels au sein de Air Products France de 1987 à 1992, il intègre Stereau en 1992 en tant qu'ingénieur d'affaires en charge des eaux usées puis occupe successivement les postes de directeur de projet offres puis directeur Ingénierie & Procurement avant de devenir directeur Process et Technologies, poste qu'il occupe depuis 2005. Vincent Chastagnol est également président de la Commission Technique du Synteau, syndicat national des entreprises du traitement de l'eau, membre de l'UIE.



André Flajolet

Ancien député du Pas-de-Calais, André Flajolet a notamment été rapporteur de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Il a également présidé le Comité national de l'eau de 2008 à 2012, avant de devenir président du Comité de bassin Artois-Picardie en juillet 2014. Il est président de la Commission Environnement & Développement durable de l'Association des Maires de France et, par ailleurs, maire de Saint-Venant (Nord-Pas-de-Calais).



Didier Haegel

Directeur général de Vinci Environnement depuis 2008, Didier Haegel a rejoint le groupe Vinci en 2003. Il a une longue expérience professionnelle du traitement de l'eau et a été précédemment directeur général adjoint et directeur international d'OTV. Après avoir été président du Syndicat national des entreprises du traitement de l'eau (Synteau) de 2005 à 2012, il est président de l'Union nationale des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE) depuis 2012.



Laure Héliard

Ingénieur agronome de formation, titulaire d'un Executive MBA de HEC, après une quinzaine d'années passées dans l'industrie des matériaux de construction dans des postes de développement ou de marketing, Laure HELARD rejoint PROFLUID comme déléguée générale en 2009. PROFLUID est le syndicat des fabricants de pompes et agitateurs, de compresseurs et de robinetterie, l'un des principaux syndicats de la Fédération des Industries Mécaniques.

© AESN - J. CHISCANO

Crédit photo : R. Bourguet/AMF



Daniel Labroca

Diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Nancy, Daniel Labroca bénéficie de plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de l'eau au sein de l'entreprise Saint-Gobain PAM, en France et en Europe. D'abord Chef du service Technico-commercial Europe et Chef des ventes de la zone Europe du Nord avec des chantiers emblématiques comme la rénovation des réseaux d'eau potable des capitales baltes Vilnius et Riga, il occupe depuis 2013 la fonction de responsable marketing des systèmes de canalisations d'eau (eau potable, irrigation et mines).



Guillaume de Larminat

Directeur marketing municipal chez OTV- Veolia Water Technologies, il a occupé successivement les fonctions de directeur des Opérations de Veolia Water Solutions & Technologies et de directeur régional adjoint d'OTV France Nord de 2003 à 2008. Il était auparavant directeur commercial d'OTV France Nord de 1992 à 2003. Il est également président de la Commission Prospective du Synteau, syndicat national des entreprises du traitement de l'eau, membre de l'UIE.



Jean Launay

Député du Lot depuis 1998, Jean Launay s'est particulièrement investi, en tant que parlementaire, sur les thématiques relatives à l'eau. Membre du comité de bassin de l'agence de l'eau Adour-Garonne, il est nommé président du Comité national de l'eau en 2012. Depuis mars 2016, il est également président du Partenariat Français pour l'Eau.



Pierre Laurent

Responsable du département développement de la Caisse des Dépôts et Consignations. Après un doctorat en économie, il a été enseignant-chercheur à l'université dans le domaine de la finance avant d'intégrer le groupe Caisse des Dépôts et consignations au sein duquel il a occupé différentes fonctions dans les directions financières : économiste, gestionnaire de bilan, responsable de l'allocation d'actifs des portefeuilles... En 2008, il rejoint la direction des prêts et de l'habitat du fonds d'épargne en charge des financements des grands projets d'infrastructures puis prend la responsabilité du département du développement, où l'on transforme l'épargne réglementée en prêts d'intérêt général, pour le logement social et le secteur public local.



Chrystelle Longuet-Milleliri

De formation conducteur de travaux en génie civil, Chrystelle Longuet-Milleliri a évolué plus précisément dans le secteur des « tunnels » avant de rentrer en Corse d'où elle est originaire. Entrée dans la fonction publique territoriale en 2000, elle y a occupé des fonctions dans les villes d'Ajaccio et de Porto-Vecchio. Elle occupe depuis 2008 le poste de directrice des services techniques de la ville de Bonifacio. Le service regroupe 40 personnes, dans une ville aux enjeux multiples dont la population passe de 3000 habitants l'hiver à 30 000 habitants en période estivale.



Frédéric Pronchéry

Vice-président de la Communauté de Communes Saône Beaujolais (environnement, développement durable, service public d'assainissement non collectif, et de grands projets), il est également adjoint au maire de Belleville-sur-Saône (Rhône) et président du Syndicat de Traitement des Eaux Usées Saône-Beaujolais.



Pascal Rault

Diplômé de l'EUDIL Polytech Lille, Pascal Rault a débuté sa carrière au sein de la SADE en 1993 comme ingénieur travaux avant d'occuper diverses responsabilités au sein du pôle Génie civil et Travaux souterrains de la société. Il en est, depuis 2014, directeur du service Travaux spéciaux.



Astrid Rébillard

Avocat associée au Cabinet FIDAL, spécialiste en Droit de l'Environnement. Elle assiste les entreprises dans tous les domaines du droit de l'environnement (installations classées, gestion de sites pollués, eau, déchets, biodiversité, etc.), à toutes les étapes de la vie économique (gestion de l'activité, transmissions ou restructurations de sociétés, opérations immobilières, sécurisation des relations contractuelles, cessation, reconversion, etc.). Elle a également développé une expérience significative auprès des entreprises et syndicats professionnels du secteur de l'assainissement.



Olivier Rousselot

Ingénieur en chef de la ville de Paris, Olivier Rousselot est depuis 2011 directeur du Développement et de la Prospective du SIAAP, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne. Il a auparavant été en charge des Etudes et de la Programmation du SIAAP. Il compte plusieurs publications scientifiques, notamment sur la thématique des polluants émergents et dirige le laboratoire accrédité COFRAC du SIAAP.



Pierre-François Staub

Docteur en chimie depuis 1995, a commencé sa carrière comme Chef de produit dans une société d'instrumentation scientifique spécialisée en microanalyse des matériaux (applications dans les semi-conducteurs, la métallurgie, la géologie). En 2006 il se réoriente vers les métiers de l'eau et rejoint l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), où il coordonne actuellement la feuille de route « Risque liés aux contaminants pour les écosystèmes aquatiques » au sein de la Direction de l'action scientifique et technique, au travers de partenariats avec divers acteurs publics de la R&D (Ineris, Brgm, Irstea, ifremer..), et de coopérations sur des projets de R&D avec les agences de l'eau et le Ministère de l'écologie.



Jean-Luc Ventura

Directeur général de Degrémont France et membre du Comité Exécutif, Jean-Luc Ventura est en charge des activités de construction et d'exploitation-services de Degrémont sur le territoire français. Il a occupé auparavant les fonctions de directeur général de Degrémont Services. En 2013, il a été élu président du Synteau, syndicat national des entreprises du traitement de l'eau, syndicat membre de l'UIE

Crédit photo : FNTP

© Degrémont

LES ENJEUX DE L'EAU PROGRAMME



Colloque organisé par :



et ses 10 syndicats membres :



En partenariat avec les organisations professionnelles :



...Et les entreprises :



partenaire presse :



INFORMATIONS PRATIQUES :

Maison des Travaux publics

3 rue de Berri - 75008 PARIS

Métro : ligne 1 - Georges V et

ligne 9 : Franklin Roosevelt ou St Philippe du Roule

RER : ligne A - Charles de Gaulle Etoile

Parking : Berri ou Champs Elysées

Tarifs : 85€ TTC adhérents / 125€ TTC non adhérents

Contact :

uie@french-water.com - Tél : 01 45 63 70 40

